



Un syndicalisme libre et indépendant, alliant idéal et pratique, négociation et action

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Dans nombre de pays, en Europe et hors Europe, se déroule ce que l'on pourrait appeler une crise de la représentation politique.

Elle est notamment perceptible à l'occasion d'élections politiques où les pronostics ne sont pas confirmés, où certains grands partis prennent l'eau, où des mouvements dits « populistes » font des percées. La France n'y échappe pas, on a pu le mesurer à l'occasion des élections présidentielles et législatives. Parmi les causes à l'origine de cette situation figurent incontestablement une augmentation des inégalités et précarités, un sentiment croissant et largement partagé d'injustice, qui plus est depuis la crise financière de 2007.

En quelque sorte il s'agit de répondre à la question : comment retrouver un projet, une vision, un sens à moyen et long termes ? Comment pouvoir espérer, autrement dit, un monde meilleur, collectivement et individuellement ?

Dans ce contexte, notre syndicalisme doit rester lui-même, libre et indépendant, alliant idéal et pratique, négociation et action.

Quand, ces derniers temps, un responsable politique appelle à la jonction des forces politiques associatives et syndicales de résistance, c'est certes son droit mais ce n'est pas compatible avec nos valeurs et notre pratique.

Un syndicat s'adresse aux travailleurs, quels qu'ils soient, en activité ou non.

Un parti politique s'adresse aux citoyens, d'où une vision de l'intérêt général.

Historiquement, en France, ce débat a été tranché en 1906 avec la Charte d'Amiens, Et il n'y a pas de raisons, selon nous, de ressusciter Jules Guesde.

Force Ouvrière continuera à négocier, concerter et agir, quand nécessaire, comme nous le ferons le 16 novembre. ▀

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
@jcmailly sur Twitter